

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'Esprit Communiste (*Varine*). — Karl Kautsky et son Ecole (*L. Trotsky*). — Déclaration du Comité de la 3^e Internationale. — Héros et martyrs du Communisme : A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon Tychko Iogouiches (*I. Marchlewsky*).

Le Conseil d'Action (*Eden et Cédar Paul*). — La Vie économique en Russie : Les Concessions forestières ; Les exploitations de bois (*Ivan*). — Documents divers. — Bibliothèque Communiste, etc., etc...

L'Esprit Communiste

Le Parti socialiste français ne s'est pas transformé du jour au lendemain en parti communiste. Il ne peut supporter la comparaison avec le parti communiste de Russie, ni même avec les partis de Yougo-Slavie et de Bulgarie, qui pourraient nous servir de modèles. Mais le Congrès de Tours a brisé le principal obstacle qui s'opposait à l'adaptation du Parti aux conditions actuelles de la lutte des classes. L'unité mensongère d'autrefois définitivement rompue, le Parti est délivré du poids mort qui l'alourdissait au point de l'immobiliser. Rien ne peut maintenant l'empêcher de devenir l'organisation d'élite du prolétariat, — rien, sinon sa propre faiblesse intérieure.

La faiblesse intérieure du Parti se manifeste diversement en toutes circonstances. Hésitations à l'heure des décisions, carences fréquentes alors que l'intervention s'impose, manque de confiance en soi, de sens politique, de clairvoyance, de netteté, d'énergie, incapacité de donner aux masses des mots d'ordre qui les rassemblent, qui atteignent les couches arriérées du prolétariat et les éveillent à la vie politique, tels sont les principaux symptômes de cette faiblesse qu'il faut vaincre. Elle doit être vaincue, elle peut l'être facilement, à la condition que le Parti sache exercer contre lui-même une critique impitoyable, vivifiante.

L'esprit nouveau de la III^e Internationale, l'esprit communiste qui a pénétré dans le Parti s'y heurte au vieil esprit, à l'esprit de la II^e Internationale. Il faut que l'esprit communiste élimine totalement l'ancien esprit opportuniste, qu'il règne sans partage sur le

Parti : alors seulement il rayonnera sur le prolétariat tout entier.

Le vieil esprit est fait de béatitude, de contentement de soi-même, de camaraderie facile, d'adaptation au régime bourgeois. C'est l'esprit d'avant-guerre. Il a fortement imprégné le Parti, l'a parlementarisé, au point qu'à l'heure la plus critique de son existence, le Parti a pris son mot d'ordre auprès de Poincaré. L'esprit nouveau d'après-guerre se dégage d'une haine inextinguible de la bourgeoisie massacreuse de vingt millions d'hommes, de l'instinct de la révolte des masses prolétaires stimulé par les privations et les souffrances. Il reçoit des communistes l'apport d'une conscience claire des réalités économiques, de la connaissance des forces en jeu, de l'intelligence d'une doctrine éprouvée et enrichie par l'expérience, enfin du *sens politique*.

L'esprit communiste seul assainira le Parti, en fera un corps vivant, actif, qui s'assimilera les meilleurs éléments du prolétariat. C'est le rôle essentiel du Comité de la III^e Internationale de faire pénétrer l'esprit communiste dans toutes les cellules de ce grand corps. Et nos militants n'y parviendront qu'en disciplinant leur propre pensée, qu'en triomphant d'abord en eux-mêmes du vieil esprit dont ils subissent encore l'influence, à des degrés divers.

Au sortir du Congrès de Tours, le Comité directeur, armé de pouvoirs qui lui assurent une pleine liberté d'action et les moyens d'agir, devait donner ses premiers mots d'ordre pour la réorganisation du Parti, par la réalisation dans le plus bref délai et dans les meilleures

conditions du processus de scission dans les fédérations et les sections. L'expérience de cette opération manque à tous les militants, livrés à leur intuition — et aussi à des préoccupations locales qui obnubilent souvent la conscience révolutionnaire. C'est au Comité directeur à les instruire de leur tâche, à faciliter celle des isolés, à intervenir partout où l'hésitation ou l'incertitude se manifestent, partout où la décision tarde. Encore inapte à agir promptement, il n'a pas donné l'impulsion nécessaire, les directives précises attendues. Il en résulte un flottement qu'il faut abrégé. Le Comité directeur a la confiance du Parti : que son initiative s'exerce activement et hardiment.

Le processus de scission doit être terminé un mois après le Congrès. Le contact des communistes et des ennemis du communisme ne peut se prolonger qu'au préjudice de l'action révolutionnaire. Pour importante qu'elle soit, la question de la possession des journaux et des caisses d'organisations doit laisser le pas à celle de la séparation immédiate.

Le Comité Directeur a surtout le devoir de parer au danger des ralliements intéressés. Il est plus facile de repousser une adhésion indésirable que de prononcer, plus tard, une exclusion indispensable... Le Parti n'a pas intérêt à attirer systématiquement tous les éléments de l'ancien parti, parmi lesquels beaucoup véhiculent la corruption électorale, la mentalité bourgeoise. Qu'il se garde, par-dessus tout, de l'obsession du plus grand nombre, néfaste à une organisation de classe : la qualité des adhérents est plus précieuse à la propagande que la quantité. Un parti hanté de soucis électoraux peut se contenter d'un recrutement intensif et inconsidéré; le parti du prolétariat révolutionnaire doit se former par une sélection rigoureuse.

Les chiffres représentant les effectifs d'un parti ne signifient rien si les membres de ce parti ne satisfont pas à des obligations, si la plupart ne contribuent pas par leur travail, leur dévouement, leurs sacrifices, à l'œuvre du parti. Notre ancien Parti français n'était pas fort de 180.000 membres mais faible de 180.000 membres. Sur ce nombre, un quart seulement a participé à la consultation si importante sur l'adhésion à l'Internationale communiste, et la centième partie à peine constitue le noyau des militants actifs, assidus, vraiment dévoués. L'énorme majorité contemple de loin l'action de la petite minorité animatrice, elle ne participe pas à la propagande, elle néglige l'éducation socialiste du prolétariat. Elle est formée de « sympathisants » plutôt que de socialistes. Le chiffre 180.000 est donc dépourvu de valeur indicatrice. A quoi servent 180.000 adhérents si l'on ne peut compter sur eux ? Fonder sur

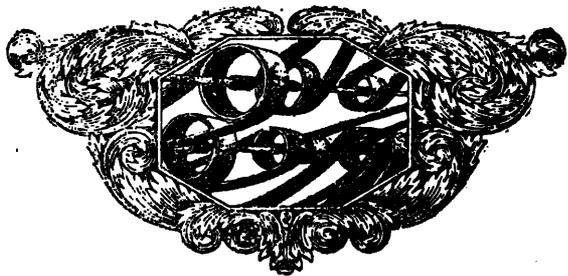
leur nombre quelque espoir pour le jour d'un mouvement des masses, c'est se préparer de cruelles déceptions.

Le Parti doit être formé de membres sur lesquels il puisse compter. Son objet n'est pas de s'enfler démesurément au détriment de sa cohésion : la mission du Parti est de guider les mouvements élémentaires des masses révoltées et ce n'est pas par une importance numérique fictive qu'il acquerra des titres à la direction du prolétariat, mais par sa conscience des intérêts prolétariens, par son esprit communiste, par les preuves de dévouement à la classe exploitée qu'il aura données.

Même avec la préoccupation — que nous avons — de constituer un parti puissant par ses contingents, il est nécessaire de rejeter sévèrement les ralliements suspects, les conversions louches, les adhésions douteuses, et ce dans l'intérêt même de la force numérique de l'organisation. La présence d'un politicien réformiste dans le Parti écarte celle de dix prolétaires révolutionnaires. L'exclusion d'un suiveur de Longuet ou de Renaudel lui vaudra l'adhésion de dix ouvriers sérieux. C'est faire preuve de courte vue et d'incompréhension que d'apprécier la force du parti suivant une règle arithmétique.

L'esprit communiste nous incite à « perdre » (si l'on peut dire) des milliers de petits-bourgeois du Parti pour gagner des dizaines de milliers d'ouvriers conscients. Le développement normal du Parti ne s'accomplira qu'avec l'afflux des syndicalistes révolutionnaires, qui lui infuseront un sang pur dont il a grand besoin, et qui profiteront eux-mêmes de l'expérience politique acquise par le Parti. Sans les syndicalistes révolutionnaires décidés à participer à l'action politique, le Parti ne pourra qu'ébaucher sa transformation.

VARINE.

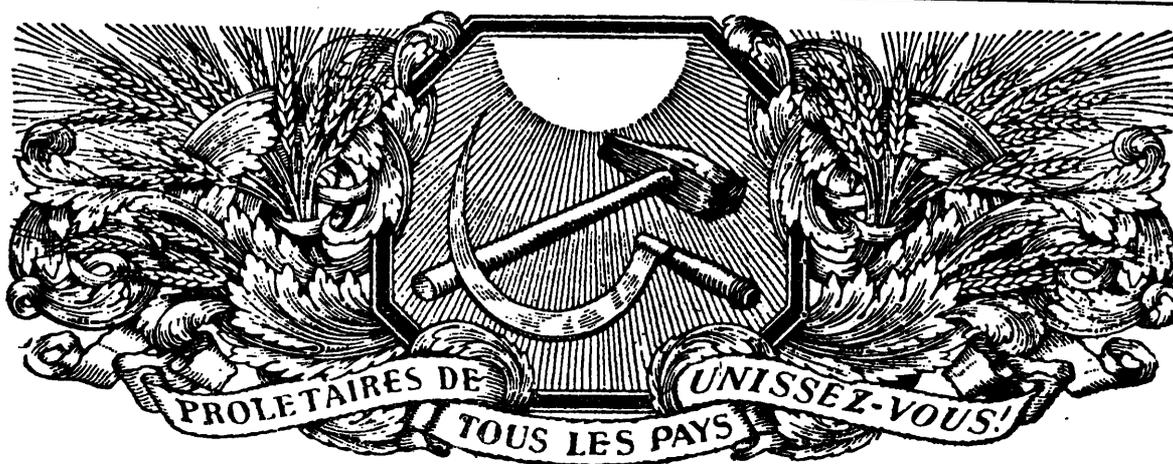


LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME

(Le Communisme de gauche)
par N. Lénine

In volume, in-16 Jésus 4 fr.
Franco 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.



Karl Kautsky et son École

L'école marxiste autrichienne (Bauer, Renner, Hilferding, Max Adler, Frédéric Adler) était autrefois souvent opposée à l'école de Kautsky, comme représentante d'un opportunisme masqué en face du marxisme authentique. Cette opposition est apparue comme un malentendu historique qui a égaré plus ou moins longtemps les esprits, mais qui, finalement, a été percé à jour de la façon la plus évidente : Kautsky est le fondateur et le plus parfait représentant de la déformation autrichienne du marxisme.

Tandis que le véritable enseignement de Marx consiste en une formule théorique d'action, d'offensive, de développement de l'énergie révolutionnaire, d'intensification à outrance de la lutte des classes, l'école autrichienne, elle, s'est transformée en une académie de passivité et de faux-fuyants, est devenue vulgairement historique, a réduit ses buts à l'explication et à la justification des faits, s'est abaissée au rôle de pourvoyeuse de l'opportunisme parlementaire et syndical, a remplacé la dialectique par une casuistique rusée et, finalement, en dépit d'une phraséologie rituellement révolutionnaire, s'est transformée en soutien le plus sûr de l'Etat capitaliste, en même temps que du trône et de l'autel qui dominait ce dernier. Et si le trône a chuté, la faute n'en est certes pas à l'école marxiste autrichienne.

Ce qui caractérise le marxisme autrichien, c'est l'aversion et la peur de toute action révolutionnaire. Un marxiste autrichien est capable de creuser un abîme de pensées et d'explications profondes sur le passé et de montrer une mâle hardiesse dans le domaine des prophéties relatives à l'avenir, mais il n'a jamais de grande idée ni de principe directeur en vue de grandes actions quant au présent. Le présent s'écoule toujours stérilement pour lui sous le fardeau des petits soucis de l'opportunisme qui sont ultérieurement interprétés, présentés comme le chaton nécessaire entre le passé et l'avenir. Un marxiste autrichien est intarissable quand il s'agit de rechercher les causes qui font obstacle à l'initiation et à l'action révolutionnaire. Le marxisme autrichien est la théorie pédante et majestueuse de la passivité et des capitulations. Ce n'est pas, il va de soi, accidentellement, que précisément à l'Autriche, cette Ba-

bylone, déchirée par de stériles oppositions nationales, cet Etat qui est l'incarnation même de l'impossibilité d'exister et de se développer, a échoué le rôle d'engendrer et de consolider la philosophie pseudo-marxiste de l'impossibilité de l'action révolutionnaire.

Les marxistes autrichiens les plus en vue présentent chacun à sa manière, une certaine « individualité ». Sur les différentes questions, ils ont fréquemment entre eux des divergences de vues. Ils sont même allés jusqu'à des désaccords politiques. Mais d'une façon générale, on peut dire que ce sont les doigts d'une seule et même main.

Karl Renner est le représentant le plus pompeux du genre, celui qui a le plus d'envergure et qui est le plus entiché de lui-même. Le talent du plagiat, ou plus exactement de la contrefaçon, est développé chez lui à un degré exceptionnel. Ses articles enflammés du 1^{er} mai ont été, au point de vue du style, un chef-d'œuvre d'assemblage des mots les plus révolutionnaires. Et comme les mots et leurs assemblages vivent dans une certaine mesure de leur vie propre, les articles de Renner ont allumé dans le cœur de beaucoup d'ouvriers le feu de la révolution que l'auteur, apparemment, n'a jamais connu.

Le faux clinquant de la culture austro-viennoise à la poursuite de l'effet du titre, de la situation, a été particulier à Renner plus encore qu'à tous ses confrères. En réalité, il n'a jamais cessé d'être un fonctionnaire impérial et royal qui possédait à fond la phraséologie marxiste.

La métamorphose de l'auteur de l'article du jubilé de Karl Marx, bien connu pour sa grandiloquence révolutionnaire, en chancelier d'opérette qui se prodigue en sentiments de respect et de reconnaissance pour les Scandinaves, offre un des exemples les plus frappants du paradoxe dans le domaine de l'histoire.

Otto Bauer est plus érudit, plus prosaïque, plus sérieux et plus ennuyeux que Renner. On ne peut lui dénier l'art de lire des livres, de rassembler des faits, et de tirer des déductions — selon les buts que lui assigne la politique pratique qui est faite par d'autres. Bauer n'a pas de volonté politique. Son art principal consiste à tirer des lieux communs des

questions pratiques les plus aiguës. Sa pensée — pensée politique — vit toujours d'une vie parallèle à sa volonté qui est dénuée de courage. Ses travaux ne sont jamais que la compilation érudite d'un élève bien doué de séminaire universitaire. Les agissements les plus honteux de l'opportunisme autrichien, la domesticité la plus vile à l'égard du pouvoir de la classe possédante que pratique la social-démocratie austro-allemande, ont trouvé en Bauer leur interprète le plus profond, qui est même allé parfois jusqu'à se prononcer respectueusement contre la forme, acceptant toujours le fond. Si Bauer a eu l'occasion de faire preuve de tempérament et d'énergie politique, c'est exclusivement dans la lutte contre l'aile révolutionnaire, dans un fatras de déductions, de faits, de citations contre l'action révolutionnaire. Le moment de son apogée a été la période après 1907 quand, encore trop jeune pour être élu député, il a joué le rôle de secrétaire de la fraction social-démocrate, qu'il alimentait en matériaux, chiffres, idées frelatées, qu'il éduquait, pour laquelle il écrivait, dont il se croyait l'inspirateur de grandes actions, alors qu'en réalité il n'était que le fournisseur de contrefaçons à l'usage des opportunistes parlementaires.

Max Adler est le représentant d'une autre nuance, assez subtile, du type marxiste autrichien. C'est un lyrique, un philosophe lyrique de la passivité, comme Renner en est le publiciste et le juriste, comme Hilferding en est l'économiste, comme Bauer en est le sociologue. Max Adler se trouve à l'étroit dans le monde banal, bien qu'il ait cependant très confortablement pris place dans le cadre du socialisme bourgeois hongrois et de l'étatisme habsbourgeois. L'alliage de la petite avocaille d'affaires et de la vilénie politique, plus les fleurs de papiers à bon marché de l'idéalisme, ont donné à Max Adler ce caractère spécial à la fois doux et repoussant.

Rudolf Hilferding, une gloire lui aussi, est entré dans la social-démocratie allemande presque comme un révolté, mais comme un révolté du « type » autrichien, c'est-à-dire toujours prêt à capituler sans combat. Hilferding a pris la mobilité extérieure et l'agitation de la politique autrichienne, qui l'a élevé, pour de l'initiative révolutionnaire, et, pendant une bonne douzaine de mois, il a exigé, sans doute dans les termes les plus modestes, une politique plus active dans l'initiative, de la part des dirigeants de la social-démocratie allemande. Mais l'agitation austro- viennoise est rapidement tombée, même chez lui. Il n'a pas tardé à se soumettre au rythme de Berlin et au caractère automatique de la vie spirituelle de la social-démocratie allemande. Il a libéré son énergie intellectuelle pour la concentrer dans le domaine de la pure théorie — où il n'a sans doute rien dit de bien sensationnel — car nul marxiste autrichien n'a dit quelque chose de sensationnel dans aucun domaine, mais où il a écrit cependant un livre sérieux. C'est chargé de ce livre qu'il est entré, comme un portefaix courbé sous un poids lourd, dans l'époque révolutionnaire. Mais ce livre érudit lui-même ne remplace pas l'absence de volonté, d'initiative, de sang-froid révolutionnaire, de décision politique, sans quoi l'action est inconcevable... Médecin de sa profession, Hilferding est porté à la tempérance et, malgré sa préparation théorique, il apparaît dans le domaine des questions politiques comme le plus primitif des empiriques. La tâche principale de l'heure présente consiste pour lui à ne pas sortir du cadre

de la veille et à trouver une justification érudite d'économiste à cette attitude conservatrice et à cette faiblesse petite-bourgeoise.

Frédéric Adler est le représentant le moins bien équilibré du type marxiste autrichien. Il a hérité de son père le tempérament politique. Dans la pauvre lutte épuisante contre le désarroi du milieu autrichien, Frédéric Adler a permis à son scepticisme ironique de détruire les fondements mêmes de ses convictions révolutionnaires. Le tempérament hérité de son père le poussa plus d'une fois à l'opposition contre l'école créée par ce dernier. A certains moments, Frédéric Adler put même apparaître directement comme la contradiction révolutionnaire de l'école autrichienne. En réalité, il fut et demeure son couronnement nécessaire. Sa violence révolutionnaire n'était que l'expression d'accès aigus de désespoir de l'opportunisme autrichien, effrayé de temps à autre de sa propre nullité. Frédéric Adler est un sceptique jusqu'à la moelle des os : il ne croit pas aux masses ni à leur capacité d'action. Tandis que Karl Liebknecht, aux heures du plus grand triomphe du militarisme allemand, descendait sur la place de Potsdam pour appeler les masses écrasées à une lutte ouverte, Frédéric Adler entraînait dans un restaurant bourgeois pour y assassiner le ministre-président. Par son attentat isolé, Frédéric Adler, sans aucun doute, essaya de rompre avec son propre scepticisme. Après cet effort hystérique, il est tombé dans un état de prostration encore plus grand.

La bande noire et jaune des social-patriotes (Austerlitz, Lutner, etc...) abreuve Adler le terroriste de toutes les ignominies de sa grandiloquente lâcheté. Mais quand la période aiguë fut passée et que l'enfant prodigue fut revenu des travaux forcés dans la maison paternelle avec l'auréole du martyr, il est apparu deux fois, trois fois même plus précieux pour la social-démocratie autrichienne. L'auréole dorée du terroriste fut transformée par les habiles faux monnayeurs du Parti en monnaie sonnante de démagogie. Frédéric Adler devint le garant attitré, devant les masses, des Austerlitz et des Bauer. Heureusement, les ouvriers autrichiens font de moins en moins de différence entre le vague lyrico-sentimental de Frédéric Adler et la dépravation grandiloquente de Renner, l'impotence hautement talmudique de Max Adler ou l'analytique satisfaction de soi-même d'Otto Bauer.

La lâcheté des pensées des théoriciens de l'école marxiste autrichienne s'est révélée complètement, dans son ensemble, en face des grands problèmes de l'époque révolutionnaire.

Dans son inoubliable tentative pour faire entrer dans la constitution d'Ebert-Noske le système des Soviets, Hilferding a donné une impulsion non seulement à son propre esprit, mais à celui de toute l'école marxiste autrichienne qui, à dater de l'avènement de l'époque révolutionnaire, a essayé de prendre place à gauche de Kautsky exactement dans la mesure où avant la Révolution elle avait pris place à sa droite.

A ce propos, le point de vue de Max Adler sur le système des Soviets est on ne peut plus instructif.

Le philosophe éclectique viennois reconnaît l'importance des Soviets ; sa hardiesse va si loin qu'il les adopte. Il les proclame franchement l'appareil de la révolution sociale. Max Adler, bien entendu, est partisan de la révolution sociale. Mais ce qu'il veut,

ce n'est pas la révolution violente des barricades, de la terreur, la révolution sanglante, mais la révolution raisonnable, économe, équilibrée, juridiquement canonicisée et approuvée par la philosophie.

Max Adler ne s'effraie même pas à l'idée que les Soviets violent le « principe » de la division constitutionnelle des pouvoirs (au sein de la social-démocratie autrichienne, il y a en effet plus d'un imbécile pour voir dans cette violation une grave lacune du système soviétiste) ; au contraire, l'avocat des syndicats et le juriconsulte de la révolution sociale qu'est Max Adler voit même dans la fusion des pouvoirs une supériorité qui assure l'expression immédiate de la volonté du prolétariat. Max Adler est pour l'expression immédiate de la volonté du prolétariat, mais pas au moyen de la prise directe du pouvoir par les Soviets. Il préconise une méthode plus sûre. Dans chaque ville, rayon, quartier, les conseils ouvriers doivent « contrôler » les fonctionnaires de police et autres, en leur imposant la « volonté du prolétariat ». Quelle sera cependant la situation « étatique-juridique » des Soviets dans la République des Seitz, Renner et consorts ? A cela, notre philosophe répond : « Les Soviets ouvriers, en fin de compte, recevront autant de puissance juridique étatique qu'ils sauront s'en assurer par leur activité. » (*Arbeiterzeitung*, n° 197, 1^{er} juin 1919.)

Les Soviets prolétariens doivent se transformer progressivement en pouvoir politique du prolétariat. de même qu'auparavant, conformément à la théorie du réformisme, toutes les organisations prolétariennes devaient se développer jusqu'à se transformer en socialisme, but qui a été cependant quelque peu contrecarré par les malentendus imprévus survenus pendant quatre ans entre les Etats centraux et l'Entente et par tout ce qui a suivi. Il a fallu renoncer au programme économique de croissance méthodique vers le socialisme sans révolution sociale. Mais en revanche s'est révélée la perspective d'une croissance méthodique des Soviets jusqu'à la révolution sociale sans soulèvement armé ni prise violente du pouvoir.

Pour que les Soviets ne croupissent pas dans des tâches de districts et de quartiers, l'audacieux juriconsulte propose la propagande des idées social-démocrates. Le pouvoir politique reste, comme par le passé, aux mains de la bourgeoisie et de ses acolytes, mais en revanche, dans les districts et les quartiers, les Soviets contrôlent les officiers et les sous-officiers de police. Mais pour calmer la classe ouvrière et en même temps pour centraliser ses pensées et sa volonté, Max Adler fera chaque dimanche des conférences sur la situation étatique-juridique des Soviets, comme précédemment il faisait des conférences sur la situation étatique-juridique des syndicats. « Ainsi — promet Max Adler — l'ordre dans la régularisation juridique-étatique de la situation des Soviets ouvriers, leur poids et leur importance seraient assurés sur toute la ligne dans le domaine de la vie étatique, publique et, sans la dictature des Soviets, le système soviétiste acquerrait une influence plus grande qu'il ne pourrait jamais en obtenir même dans la République des Soviets ; d'autre part, il n'y aurait pas à acheter cette influence au prix de tempêtes politiques et de destructions économiques ». Comme nous voyons en outre par tout le reste, Max Adler demeure en harmonie avec la tradition autrichienne : faire la Révolution sans entrer en conflit avec Monsieur le Procureur.

Le fondateur de cette école et son autorité suprême est Kautsky. Tout en conservant jalousement, surtout après le Congrès de Dresde du Parti et la première Révolution russe, sa réputation de gardien de l'orthodoxie marxiste, Kautsky, de temps à autre, avait des gestes de désaveu pour les agissements les plus compromettants de son école autrichienne. Comme feu Victor Adler, Bauer, Renner, Hilferding, tous ensemble et chacun en particulier, considéraient Kautsky comme trop pédant, trop peu malléable, mais très respectable néanmoins, père et maître d'ailleurs parfait de l'Eglise du quietisme.

Kautsky commença à inspirer des craintes sérieuses à sa propre école dans la période de son apogée révolutionnaire, pendant la première Révolution russe, quand il reconnut la nécessité de la conquête du pouvoir par la social-démocratie russe, et essaya d'inculquer à la classe ouvrière allemande les déductions théoriques qui découlaient de l'expérience de la grève générale de Russie. L'échec de la première Révolution russe arrêta très nettement l'évolution de Kautsky vers le radicalisme. Plus le développement des événements réclamait impérieusement la solution des problèmes relatifs à l'action des masses au sein de l'Allemagne même, et plus l'attitude de Kautsky à leur égard se faisait équivoque. Il piétina sur place, fit machine en arrière, perdit sa confiance du début et les traits de pédantisme scolastique qui se remarquaient dans sa manière de penser, passèrent chez lui de plus en plus au premier plan. La guerre impérialiste, qui tua toute indécision et posa brutalement toutes les questions fondamentales, révéla la complète faillite politique de Kautsky. Dès le premier moment, il perdit pied sans espoir de retour sur la question la plus simple, celle du vote des crédits de guerre. Toutes ses œuvres postérieures ne sont plus qu'une variation d'un seul et même thème : « Moi et mon imbroglio ». La Révolution russe tua définitivement Kautsky. Tout le cours antérieur des événements lui avait fait adopter une attitude hostile en face de la victoire de novembre du prolétariat. Cette circonstance le rejeta dans le camp de la contre-révolution. Il perdit les derniers vestiges de son sens historique. Ses écrits ultérieurs se transformèrent de plus en plus en littérature jaune, camelote pour le marché bourgeois.

Le livre de Kautsky, étudié par nous, possède tous les attributs extérieurs de ce que l'on est convenu d'appeler une œuvre objective et scientifique. Pour approfondir la question de la terreur rouge, Kautsky procède avec toute la rigoureuse exactitude qui lui est propre. Il commence par étudier les conditions sociales qui ont préparé la grande Révolution française, ainsi que les causes physiologiques et sociales qui ont contribué au développement de la cruauté et de l'humanité durant toute l'histoire de la race humaine. Dans le livre consacré au bolchevisme, où la question est examinée à la page 154, Kautsky raconte en détail comment se nourrissait notre ancêtre simiesque le plus reculé, et émet l'hypothèse que, mangeant principalement des produits végétaux, il dévorait aussi des insectes et peut-être certains oiseaux (p. 85). En d'autres termes, rien ne pouvait faire penser qu'un ancêtre aussi respectable et manifestement porté au régime végétarien, pourrait avoir ultérieurement des descendants aussi sanguinaires que les bolcheviks. Voilà la base scientifique

éminemment solide sur laquelle Kautsky pose la question...

Mais, comme c'est souvent le cas dans les œuvres de ce genre, derrière une façade académico-scolastique se cache en réalité un pamphlet politique. C'est un des livres les plus mensongers, les plus dépourvus de conscience. N'est-il pas incroyable, en effet, au premier abord, que Kautsky recueille les plus méprisables ragots antibolcheviks de la mine inépuisable des agences Havas, Reuter et Wolff, laissant ainsi passer sous le bonnet du savant l'oreille du sycophante ? Mais ces détails malpropres ne sont que des enjolivements de mosaïque sur le fond d'ensemble du solide mensonge érudit dirigé contre la République des Soviets et le Parti qui la guide.

Kautsky fait, sous les couleurs les plus sombres, le tableau de notre férocité à l'égard de la bourgeoisie qui « n'a manifesté aucune velléité de résistance ».

Kautsky condamne notre attitude implacable à l'égard des socialistes-révolutionnaires et des menchevins qui sont des « nuances » du socialisme. Kautsky représente l'économie soviétiste comme un chaos catastrophique.

Kautsky représente les militants soviétistes et en général toute la classe ouvrière russe comme un ramassis d'égoïste, de fainéants et de lâches.

Il ne dit pas un mot de l'immense lâcheté, sans précédent dans l'Histoire, qu'a été la conduite de la bourgeoisie russe ; il ne dit pas un mot de ses trahisons nationales, de la reddition de Riga aux Allemands dans des buts « stratégiques », il ne souffle mot de la préparation d'une reddition analogue de Pétersbourg ; il passe sous silence les appels de cette bourgeoisie aux armées étrangères, tchéco-slovaque, allemande, roumaine, anglaise, japonaise, française, arabe et nègre, contre les ouvriers et les paysans russes ; il tait ses complots et ses assassinats, perpétrés et exécutés aux frais de l'Entente, son blocus destiné à exténuer jusqu'à la mort nos enfants, et à répandre systématiquement, inlassablement, opiniâtrément par le monde entier des flots de mensonge et de calomnie.

Il ne dit pas un mot des vexations et des violences indignes, infligées à notre Parti par le gouvernement des social-révolutionnaires et des mencheviks avant la Révolution de novembre ; il est muet sur les poursuites criminelles intentées contre des milliers de militants de notre Parti en vertu de l'article sur l'espionnage pour l'Allemagne des Hohenzollern ; il passe sous silence la part active prise par les mencheviks et les social-révolutionnaires dans tous les complots de la bourgeoisie ainsi que leur collaboration avec les généraux et amiraux du tsar, Koltchak, Dénikine et Youdénitch ; il tait les actes de terrorisme accomplis par les social-révolutionnaires sur les ordres de l'Entente, les insurrections organisées par ces mêmes social-révolutionnaires avec l'argent des ambassades étrangères dans notre armée, qui versait son sang à flots dans la lutte contre les bandes monarchistes de l'impérialisme. Kautsky ne daigne même pas rappeler une seule fois que non seulement nous avons à plus d'une reprise affirmé, mais encore démontré en fait que nous étions prêts, même en consentant à des concessions, à des sacrifices, à assurer la paix à notre pays et que malgré cela nous sommes obligés de continuer une lutte des plus âpres sur tous les fronts afin de défendre l'existence même de notre pays et d'éviter sa transformation en colonie de l'im-

périalisme anglo-français. Kautsky est également muet sur le fait qu'au cours de cette lutte héroïque, dans laquelle nous combattons pour l'avenir du socialisme mondial, le prolétariat russe a été obligé de dépenser le meilleur de son énergie, le meilleur et le plus précieux de ses forces, dont il a dû par suite priver l'œuvre de construction économique et de développement de la culture.

Dans toute sa brochure, Kautsky ne rappelle même pas que d'abord le militarisme allemand, avec l'aide de ses Scheidemann et la complicité de ses Kautsky, et ensuite le militarisme des pays de l'Entente, avec l'aide de ses Renaudel et la complicité de ses Longuet, nous a encerclés d'un blocus d'airain ; qu'après s'être emparé de tous nos ports il nous a isolés du reste du monde, il a occupé par l'entremise de ses bandes mercenaires de gardes blancs d'immenses territoires riches en matières premières, il nous a coupés notamment pour longtemps du naphthé de Bakou, du charbon du Donetz, du blé du Don et de Sibérie, du coton du Turkestan. Kautsky ne rappelle pas que c'est dans ces conditions extraordinairement difficiles, que la classe ouvrière russe pendant près de trois ans, a mené et mène une lutte héroïque contre ses ennemis sur un front de 8.000 verstes ; que la classe ouvrière russe a su troquer le marteau pour l'épée et créer une armée puissante ; que pour cette armée elle a mobilisé son industrie épuisée et que, malgré l'épuisement du pays que les bourreaux du monde entier avaient voué au blocus et à la guerre civile, elle habille, nourrit, arme et transporte trois ans durant, par ses propres moyens, une armée d'un million d'hommes qui a appris à vaincre.

Kautsky trouve moyen de demeurer muet sur tout cela dans un livre qu'il consacre au communisme russe. Et ce silence de sa part est son mensonge fondamental, capital, avéré, mensonge passif, sans doute, mais assurément plus criminel, et plus vil que le mensonge actif de tous les coquins de la presse de la bourgeoisie internationale.

Calomniateur de la politique du Parti Communiste, Kautsky ne dit nulle part ce qu'il veut et ce qu'il propose. Les bolcheviks n'ont pas agi isolément dans l'arène de la Révolution russe. Nous y avons vu et nous y voyons, tantôt au pouvoir, tantôt dans l'opposition, les socialistes révolutionnaires (au moins cinq groupements et tendances), les mencheviks (au moins trois tendances), les disciples de Plékhanov, les maximalistes, les anarchistes.

Toutes les « nuances du socialisme » sans exception (pour parler la langue de Kautsky) ont essayé leurs forces et montré ce qu'elles voulaient et ce qu'elles pouvaient. Ces « nuances » sont si nombreuses qu'entre voisines il est difficile d'introduire la lame d'un couteau. L'origine même de ces « nuances » n'est pas accidentelle. Elles représentent en somme les diverses variantes dans l'adaptation des Partis socialistes d'avant la Révolution aux conditions de la plus grande époque révolutionnaire.

Il semblerait donc que Kautsky ait devant lui un clavier politique suffisamment étendu pour indiquer la touche qui, dans la Révolution russe, donne la note marxiste juste.

Mais Kautsky se tait. Il repousse la mélodie bolcheviste qui lui déchire les oreilles, mais il n'en cherche pas d'autre ; le vieux pianiste renonce en général à jouer sur l'instrument de la Révolution.

L. TROTSKY.

DÉCLARATION DU COMITÉ de la 3^e INTERNATIONALE sur son rôle d'aujourd'hui et de demain

Le Comité de la 3^e Internationale, au lendemain du Congrès de Tours, a le devoir de définir sa position et de tracer sa voie. Il le fera avec la netteté et la précision qui ont été de règle pour lui depuis sa fondation.

Dès sa constitution, le Comité s'assignait pour but « d'amener l'ensemble des organisations ouvrières, socialistes, communistes, révolutionnaires à rejoindre la 3^e Internationale » et « de propager parmi les masses et les organisations prolétariennes » les principes de l'Internationale Communiste.

Le Comité n'a pas menti à ses promesses. Il a travaillé dans toute la mesure de ses moyens à la diffusion des idées communistes. Il a rassemblé un nombre sans cesse grandissant de militants éclairés, résolus à mettre un terme aux errements des organisations ouvrières, politique et économique, soumises depuis la guerre à l'influence d'idées bourgeoises, décidés à faire de leurs groupements des sections de l'Internationale Communiste une et indivisible.

Les idées de l'Internationale Communiste ont conquis la majorité du Parti Socialiste. Le Congrès de Tours a justifié le travail du Comité de la 3^e Internationale, initiateur du redressement du Parti longtemps dévoyé.

Le Parti ne s'est pas borné à prononcer une adhésion de pure forme à l'Internationale Communiste, à accomplir un geste de sympathie : il a adopté, en pleine connaissance de cause, un programme révolutionnaire, les thèses élaborées par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste ; il a accepté l'ensemble des conditions d'admission qui garantissent à la Troisième Association Internationale des Travailleurs l'unité d'organisation et l'unité d'action, corollaires indispensables de l'unité de pensée.

En faisant sienne la résolution que lui présentaient le Comité de la 3^e Internationale et la fraction Cachin-Frossard associés, le Parti a fait plus que rompre avec la politique équivoque de phraséologie révolutionnaire et de pratique conciliatrice, il a fait plus que se séparer des tenants de cette politique : il a pris des engagements fermes.

Le Parti s'est engagé, en véritable parti du prolétariat, à précéder la classe ouvrière dans sa marche à la libération intégrale, à la guider dans ses luttes difficiles contre la bourgeoisie experte à exploiter et à opprimer, enfin à prêcher d'exemple dans le combat quotidien des classes qui se dénouera par la révolution sociale.

Le Parti tiendra ses engagements s'il parvient à échapper à l'emprise du vieil esprit de la 2^e Internationale, qui survit à la 2^e Internationale elle-même, qui rôde encore dans

nos rangs, qui empoisonne l'atmosphère où nous vivons. Il doit recouvrer l'esprit de classe, intact, purifié de toute altération du démocratismes petit-bourgeois, du parlementarisme bourgeois, de la mentalité bourgeoise. A cette condition seulement, les lendemains du Congrès de Tours répondront aux promesses du Congrès.

Pour que les promesses du Congrès soient tenues, pour que l'esprit de la 2^e Internationale soit vaincu, pour que l'esprit de classe dicte au mouvement socialiste communiste français son devoir, pour que la régénération et la transformation du Parti en section de l'Internationale Communiste digne des autres sections s'accomplisse, le Comité de la 3^e Internationale se doit, doit au Parti, doit à l'Internationale Communiste, doit à la cause du prolétariat, de continuer son œuvre initiatrice.

Le Comité de la 3^e Internationale demeure. Il stimulera la vigueur de l'action du Parti, il appliquera sa vigilance à faire que la pratique communiste corresponde à la théorie, il répondra par un redoublement d'activité à toute défaillance possible. Ses membres donneront l'exemple du dévouement, de l'assiduité au travail du Parti, ils seront au premier rang des volontaires en toutes circonstances.

Le Comité assigne particulièrement à ses adhérents, dans les conjonctures présentes, le devoir d'enrichir et de fortifier les cadres du Parti. Ils doivent attirer dans nos rangs les syndicalistes révolutionnaires et les prolétaires de tendance anarchiste auxquels la guerre impérialiste et la révolution russe ont appris la nécessité de la lutte politique, de la prise du pouvoir par le prolétariat, de la dictature prolétarienne. Ils doivent encourager, soutenir, aider les nouvelles recrues, qui recèlent l'avenir du mouvement communiste. Ils doivent surtout favoriser les ouvriers, les mettre à même de développer leurs facultés organisatrices, d'accroître leur expérience politique, faire en sorte qu'ils soient placés dans la mesure du possible aux postes de confiance du Parti.

Dès que le Parti sera devenu un parti communiste, quand il sera réorganisé sur la base d'un nouveau programme politique et suivant de nouveaux statuts, quand son action sera en harmonie avec l'action mondiale de l'Internationale Communiste, le Comité de la 3^e Internationale n'aura plus de raison d'être, le Comité de la 3^e Internationale disparaîtra, fier de la tâche accomplie, fier d'avoir fait son devoir et d'avoir apporté sa part d'efforts à l'émancipation des prolétaires.

Le Comité de la 3^e Internationale.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

A LA MÉMOIRE DE ROSA LUXEMBOURG ET DE LÉON TYCHKO (IOGUICHES)

Souvenirs personnels

En consacrant cet article à la mémoire des camarades Luxembourg et Ioguichés, je ne rapproche pas leurs noms pour la seule raison qu'ils ont eu le même sort et qu'ils sont morts tous les deux, en martyrs, de la main des mercenaires exaspérés des traîtres au socialisme allemand, mais surtout parce que ces deux remarquables militants étaient étroitement liés par une amitié de trente ans et par un travail idéologique commun.

Rosa Luxembourg naquit en 1870 dans la petite ville polonaise de Zamest, d'une famille juive naguère assez riche mais appauvrie. Vers 1880, sa famille vint s'installer à Varsovie et Rosa entra au gymnase. Elle avait conservé de sa vie de famille les meilleurs souvenirs. Sa mère était instruite. Elle aimait à lire avec ses enfants les œuvres de poètes polonais et allemands et l'impressionnable Rosa, passionnée de poésie, se mit, sous l'influence de ses lectures, à écrire elle-même des vers. Elle aimait surtout Mizkiewicz : par la suite, au cours de son activité littéraire, rares seront ses articles où l'on ne trouvera pas une citation de Mizkiewicz. La famille était souvent dans la gêne et il lui arrivait même d'engager sa literie chez l'usurier pour en obtenir quelques roubles ; mais cette misère ne provoquait pas, comme d'habitude, le découragement et l'aigreur. Je me souviens que Rosa Luxembourg racontait comment elle alluma un jour la lampe avec un bout de papier qui n'était autre chose que le dernier argent que son père venait de se procurer avec peine ; le vieillard ne la punit pas mais, la première émotion passée, la consola en plaisantant sur la cherté de ses allumettes. Cette atmosphère de bonne humeur concourut certainement au développement intellectuel de la future militante.

Ces capacités étaient grandes et se firent remarquer dès l'école. Rosa acheva brillamment ses études de gymnase et si elle ne reçut pas la médaille d'or c'est que la directrice suspectait déjà ses « dispositions politiques ».

Scoupons fondés : notre élève du gymnase appartenant à un groupe socialiste où on lisait des brochures éditées par le parti du « prolétariat » et où l'on rêvait de propagande et d'action parmi les ouvriers. Les gendarmes veillaient et bientôt, en 1888, « la conspiratrice » de 18 ans dut fuir à l'étranger. Sa fuite fut organisée par un des plus habiles conspirateurs du Parti de ce temps-là, le camarade Kasprjak, pendu depuis.

Rosa Luxembourg arriva à Zurich. Elle vécut là dans la famille d'un émigré allemand, le docteur Karl Lübeck, publiciste social-démocrate. Il avait épousé

une Allemande et Rosa, dans cette maison, se sentait chez elle. Lübeck était un homme d'une grande intelligence, possédant d'immenses connaissances, mais gravement atteint de paralysie. Les meilleures relations s'établirent entre lui et la jeune étudiante ; elle écrivait sous sa dictée les articles au moyen desquels le malade gagnait son pain. Elle passait ensuite de longues heures en causerie avec lui ; il dirigeait ses études. Nul doute que la camarade Luxembourg n'ait été, dans les premières années de sa vie d'étudiante, très redevable à cet homme de valeur.

En 1891, Rosa Luxembourg fit la connaissance du camarade Ioguichés. Je n'ai pas de renseignements sur les années de jeunesse de ce dernier et je crois que même les camarades qui ont travaillé pendant de longues années avec lui n'en ont pas non plus. Ce qui s'explique par la répugnance de Ioguichés à parler de lui-même : il n'initiait personne à ses affaires personnelles. Peut-être des amis lui ayant été plus proches nous raconteront-ils, un jour, l'enfance et la jeunesse de ce lutteur.

Je dirai pourtant ce que j'ai pu en apprendre. Léon-Samoïlovitch Ioguichés était né à Vilna en 1867, d'une riche famille juive. De bonne heure, il prit part au mouvement révolutionnaire, et fut arrêté en 1888 par la gendarmerie de Vilna pour « propagande active contre les autorités, parmi les ouvriers ». On le condamna à 4 mois de prison et on le laissa sous surveillance spéciale. En 1890, il passa à l'étranger pour ne pas faire de service militaire. En Suisse, il entra en relations avec Plekhanov, mais se sépara bientôt de lui. A cette époque, dans les milieux social-démocrates russes, régnaient des mœurs assez antipathiques. En Russie, le mouvement naissait seulement : parmi les émigrés Plekhanov régnait selon son bon plaisir. Celui qui ne s'accordait pas personnellement avec lui était mis au banc et se voyait dénier la qualité de social-démocrate. Le camarade Ioguichés n'était pas un souple et ne voulut pas se soumettre à ce régime. D'autres émigrants se groupèrent avec lui et décidèrent bientôt d'agir indépendamment. La question la plus importante était celle de la librairie révolutionnaire. La jeunesse émigrée et les milieux ouvriers en Russie avaient le plus grand besoin de littérature. Ioguichés disposait d'assez grandes ressources et, ayant réuni quelques collaborateurs (Kritchevsky, Riazanov, Pavus), il se mit à éditer la « Bibliothèque social-démocrate ». Ses qualités d'organisateur se révélèrent tout de suite. Il n'écrivait pas lui-même, mais il était un rédacteur modèle, exact jusqu'au pédantisme. Les petits livres de sa Bibliothèque étaient magnifiquement édités et le transport en était aussi bien assuré.

Parallèlement à son travail d'édition, Ioguchés voulut combler les lacunes de ses connaissances. Ses capacités intellectuelles étaient supérieures. Il s'orientait rapidement dans les questions les plus difficiles ; il avait une mémoire et une érudition remarquables.

Chose singulière : le camarade Grosowky (tel était alors son pseudonyme) donnait aux publicistes du parti d'excellents conseils ; intéressé par quelques questions, il pouvait, pour son étude, dresser le plan le plus exact et le plus réussi ; mais écrire, même s'il s'agissait d'un article de journal, lui était difficile. Il le reconnaissait, et la nécessité absolue seule pouvait l'obliger à prendre la plume.

Ayant fait la connaissance de Rosa Luxembourg, Ioguchés s'intéressa aux questions du socialisme polonais, qui la préoccupaient alors. Il étudia le polonais, et si bien, qu'il put plus tard s'acharner à bannir des articles des camarades polonais les expressions russes ; et bientôt il renonça à toute activité dans le mouvement russe, consacrant toutes ses forces au mouvement social-démocrate polonais.

Les questions du socialisme polonais étaient alors extrêmement complexes et intéressantes. Le mouvement révolutionnaire socialiste représenté par le parti du prolétariat, à la tête duquel se trouvaient Ludwig Varensky et Kunitzky traversait vers 1880 une crise difficile. Le parti consacrait toutes ses forces au terrorisme et n'était pas en état d'organiser les masses ouvrières que le développement extraordinairement rapide du capitalisme en Pologne poussait d'instinct aux luttes purement économiques. Une Union Ouvrière se fonda à Varsovie, s'efforçant de diriger le mouvement gréviste et faisant aussi, selon ses moyens, une propagande marxiste. Cependant, le Parti du prolétariat se divisait sous l'influence des courants nationalistes dominant alors toute l'Europe. Les groupes d'émigrants placés à la tête du Parti, interprétant d'une façon erronée les principes du mouvement des masses ouvrières, se laissèrent pénétrer par l'idée d'accorder le socialisme avec le patriotisme. La Pologne, — affirmaient les publicistes de cette tendance, — a dépassé par son développement économique la Russie sous le joug politique de laquelle elle se trouve et c'est pourquoi le but du prolétariat polonais doit être la libération de son pays, la création d'un Etat polonais indépendant, afin de se frayer un chemin vers le socialisme.

Cette tendance aboutit à la fondation du Parti socialiste polonais (P. P. S.).

En Pologne, cette tendance était combattue par l'Union Ouvrière et, dans l'émigration, principalement à Zurich, un groupe de jeunes s'efforça de lui opposer un programme marxiste dans son ensemble. A ce groupe appartenait le camarade Vesselovsky, lâchement assassiné depuis par les gendarmes polonais. Des étudiants en faisaient partie qui, par la suite, ont quitté les rangs des militants de la révolution, mais se sont fait connaître autrement (c'est le cas entre autres de l'un des plus remarquables poètes de la Pologne contemporaine, W. Berent). Mais il devait appartenir à Rosa Luxembourg de créer le fondement théorique du marxisme polonais et du mouvement social-démocrate, son collaborateur le plus actif, le plus dévoué dans ce travail fut le camarade Ioguchés-Grosowky.

Les thèses fondamentales de cette tendance étaient celles-ci : le capitalisme se développe dans la Polo-

gne asservie dans un étroit accord avec le capitalisme russe, allemand et autrichien ; les liens les plus étroits se créent nécessairement entre la bourgeoisie des provinces polonaises et celle de ces états ; la lutte des classes devient plus âpre en Pologne et rend impossible l'insurrection contre le joug national. La tâche du prolétariat polonais c'est de lutter, de concert avec les ouvriers russes, allemands et autrichiens, contre l'ordre capitaliste ; cette lutte politique et économique doit être conduite en tenant compte des conditions de la vie politique dans chaque Etat, ce qui rend nécessaires des relations étroites avec les Partis socialistes russe, allemand et autrichien. L'autonomie du Parti polonais, qui lui permet de défendre les intérêts de la culture du prolétariat polonais, doit être naturellement sauvegardée. Seule la révolution commune, en détruisant l'ordre capitaliste, entraînera la libération de tous les peuples, donc du peuple polonais ; tant que règne l'ordre capitaliste, la création d'un Etat polonais indépendant n'est pas possible. La tâche des prolétaires polonais, ce n'est donc pas de lutter pour une Pologne capitaliste indépendante, mais pour la destruction des Etats capitalistes en général. Tout ceci nous paraît aujourd'hui indiscutable, mais il fallut alors un énorme travail pour ouvrir un chemin à ces idées.

Rosa Luxembourg prouva de suite un remarquable talent de publiciste et les dons d'un brillant théoricien. Nous reconnûmes volontiers en elle notre guide doctrinal. Le camarade Ioguchés était son auxiliaire le plus actif bien que seuls ses plus proches amis l'avaient su.

La nouvelle tendance eut bientôt à soutenir son premier combat sur une large arène. A l'automne de 1891, la gendarmerie du tsar détruisit l'Union Ouvrière dont presque tous les leaders furent arrêtés. La manifestation du 1^{er} mai, en 1892, revêtit néanmoins des proportions grandioses, montrant que le mouvement des masses ouvrières était devenu en Pologne un fait capital de la vie sociale.

En 1893, il devint possible de renouveler et d'élargir notre activité révolutionnaire dans la région. Le camarade Vesselovsky était alors l'un des meilleurs organisateurs. Les ouvriers de l'Union et ceux qui restaient du Parti du Prolétariat adhérèrent au nouveau groupe et nous adoptâmes le nom de *Parti Social-Démocrate de l'empire polonais*. Cette appellation paraîtra étrange à beaucoup (quel accouplement de mots : socialiste et empire !). Elle fut choisie dans un but défini. Nous voulions exprimer ainsi que, selon nos doctrines, nous étendions notre organisation sur un territoire donné et précisément sur cette partie de la Pologne où le prolétariat doit lutter la main dans la main avec le prolétariat de toute la Russie. Justement, cette année-là, un Congrès Socialiste International se réunissait à Zurich. Nous résolûmes de nous y affirmer devant le prolétariat du monde entier. Les ouvriers de Varsovie m'envoyèrent un mandat de délégué. Les groupes de l'étranger en donnèrent à Rosa Luxembourg et au camarade Varchavsky. Les meneurs du P. P. S. menaient contre nous une furieuse campagne dans laquelle ils eurent recours aux moyens les plus honieus, accusant effrontément le camarade Varchavsky d'être « un agent russe ». Comme il y avait parmi eux des hommes entretenant depuis longtemps d'excellentes relations avec les chefs de l'Internationale : Engels, Wilhem Liebknecht et d'autres, il

leur fut facile de nous représenter comme un petit groupe d'intrigants rompant l'unité du Socialisme polonais. Malgré le brillant discours de Rosa Luxembourg réfutant ce mensonge le Congrès résolut de ne valider ni son mandat ni celui du camarade Varchavsky. Plekhanov joua dans cette affaire un bien piètre rôle ; il connaissait les affaires polonaises et il eût suffi d'un mot de lui qui jouissait dans l'Internationale d'une si grande popularité pour anéantir toute cette intrigue. Mais il préféra se taire et reconnut plus tard qu'il lui sembla fâcheux de « devoir aller à l'encontre de l'opinion du vieil Engels ». Malheureusement, ces choses devaient par la suite arriver assez souvent dans la Seconde Internationale où les affaires se décidaient fréquemment selon les sympathies et les antipathies des chefs jouissant d'une certaine popularité. Nous subîmes un échec, mais on s'intéressa dans l'Internationale aux questions du Socialisme polonais et l'occasion se présenta à nous d'exposer ces questions dans la presse française et allemande. Cette tâche aussi fut surtout dévolue à Rosa Luxembourg.

L'étude des questions du mouvement ouvrier polonais avançait et le mouvement se fortifiait. Rosa Luxembourg suivait à ce moment les cours de l'Université. En 1897, elle présenta pour son doctorat une brillante dissertation sur le développement de la production en Pologne. Elle se distinguait non seulement par des connaissances solides, mais par une dialectique brillante qu'elle faisait valoir dans ses fréquentes discussions avec le professeur d'Economie politique, Julius Wolf, adversaire résolu du marxisme. Nous préparions tout simplement ces discussions : j'amenaï tout doucement l'honorable professeur sur ce sujet glissant, puis, disposant de toutes les armes du marxisme, nous lui prouvions qu'il n'y comprenait pas un traître mot. Nous devons rendre cette justice à l'Université de Zurich que malgré notre propagande elle ne s'opposa aucunement à notre obtention du doctorat.

En 1897, Rosa Luxembourg ayant terminé ses études universitaires, résolut de passer en Allemagne. Pour avoir la possibilité de militer, elle se maria fictivement avec l'un des fils du docteur Lübeck et devint de cette façon allemande. Elle travailla parmi les ouvriers polonais en Posnanie et en Silésie, collaborant en même temps aux journaux allemands et à l'organe scientifique du parti *die Neue Zeit*. Je m'étais rendu en Allemagne un an auparavant et je collaborais à Dresde à cet organe dont Parvus était le rédacteur. Mais, en 1898, nous fûmes tous deux expulsés de Saxe. Rosa Luxembourg nommée rédacteur du journal de Dresde ne put s'y accorder et commença bientôt à collaborer au *Leipziger Volkszeitung*, dont le rédacteur était alors le meilleur journaliste allemand, Schelang. Après sa mort, Rosa Luxembourg seule rédigea un moment ce journal.

C'était le moment où commençait la crise du mouvement ouvrier allemand : Bernstein entraînait et le « révisionnisme » se répandait. Rosa Luxembourg se jeta dans la polémique et ses remarquables articles précisèrent nos lignes de tactique. Bientôt les questions de tactique devinrent actuelles dans toute l'Europe. La question de la participation des socialistes au gouvernement bourgeois (ce qu'on appelait le millerandisme) se posa et d'une

façon générale ce fut le commencement d'une âpre lutte entre les courants révolutionnaire et réformiste. Le talent dialectique et polémique de Rosa Luxembourg s'y manifesta dans toute sa force : elle devint bientôt l'un des champions les plus en vue de la tendance révolutionnaire. Le Parti Social-Démocrate polonais la nomma membre du Bureau International, et depuis ce jour elle ne cessa de combattre pour les idées révolutionnaires sur la plus large arène. Ici encore, Ioguchès était son inséparable collaborateur. Les proches amis de Rosa savent qu'elle ne donnait à composer aucun de ses articles de polémique ou de programme sans qu'il l'ait relu.

Cependant, nos deux camarades ne cessaient pas de s'intéresser au mouvement polonais. Le logement de Rosa Luxembourg, à Friedenau (faubourg de Berlin) était le centre vers lequel se dirigeaient les camarades venant de Varsovie pour demander conseil ; c'est là aussi que venait Ioguchès dans les mains duquel se trouvaient tous les fils reliant le Parti du pays avec les camarades travaillant pour lui dans l'émigration.

Ainsi passèrent, dans une constante lutte pour les idées révolutionnaires, les années de 1897 à 1905. Dans cette lutte, Rosa Luxembourg rendit au prolétariat d'inappréciables services en ne reculant pas d'un pas de la ligne de conduite du marxisme révolutionnaire. Un fait caractérise sa personnalité : c'est que malgré ses façons impitoyables et sa dureté parfois excessive dans la polémique, ses plus grands adversaires (parmi lesquels figurèrent quelquefois Jean Jaurès et Bebel) la respectaient et même l'aimaient. Elle était alors liée par une amitié étroite avec Karl Kautsky sur lequel elle avait une grande influence et qu'elle stimulait à aller de l'avant quand se manifestaient ses velléités opportunistes.

La Révolution Russe (1905 à 1906) éclata et le prolétariat polonais constitua dans cette lutte à mort une bonne avant-garde. Ioguchès s'empessa de se rendre à Varsovie. Rosa voulut absolument le suivre. C'est en vain que nous lui déclarâmes qu'elle devait rester à Berlin où nous avions besoin de son travail scientifique qu'elle pourrait difficilement continuer dans son pays. Malgré notre opposition catégorique elle débarqua, un beau matin, à Varsovie nantie d'un passeport allemand. Tychko — c'est le pseudonyme que Ioguchès avait alors adopté — fut mécontent, mais il dut se résigner. Rosa Luxembourg déclara formellement qu'elle ne quitterait pas son poste et se mit à travailler avec notre journal.

Pas pour longtemps, hélas ! Quelques semaines plus tard, elle tombait entre les mains de la police qui n'avait pas eu de difficulté à établir son identité. Par bonheur, à cette époque, la désorganisation de la police commençait déjà. Par la menace de venger cruellement Rosa et par la corruption nous la fîmes libérer sous cautionnement après quoi les camarades la renvoyèrent à l'étranger : elle protesta, mais cette fois nous fûmes inébranlables.

Tychko avait été arrêté en même temps qu'elle. Son travail avait été magnifique. Notre journal était grâce à lui admirablement organisé. Il avait soumis la rédaction clandestine installée au centre de la ville au régime le plus sévère. Il n'écrivait généralement pas lui-même. Mais tout article (et pres-

que toutes les notes) était écrit d'après ses instructions, « pour que notre numéro, disait-il, soit d'une seule pièce » ; pas une ligne n'était envoyée à la composition sans avoir été attentivement relue par lui, il tenait ses collaborateurs dans une main de fer, n'admettant ni fatigue ni « disposition d'esprit particulière ». — « Il faut travailler, voilà tout ! » Et, le voyant, infatigable, du matin à la nuit, tous se soumettaient à sa remarquable organisation du travail. Mais il ne se bornait pas à tenir ainsi sa collaboration littéraire, il ne lâchait pas non plus les typographes et les collaborateurs techniques. A Dieu ne plaise qu'une note fût composée dans un caractère autre que celui qui était indiqué sur la copie ! A Dieu ne plaise qu'un numéro ne fût pas composé selon toutes les règles de l'art typographique ! Une expédition inexacte était un crime impardonnable. Il arrivait à de malheureux collaborateurs d'encourir des reproches pour quelque 5 numéros qui un mois auparavant étaient arrivés quelque part en retard. Tychko se rappelait tout et veillait à tout et pourtant il avait, outre son travail de rédaction, un très grand travail d'organisation. Il connaissait par le menu le travail du Parti et se préoccupait continuellement de tout. Mais ce travail minutieux ne diminuait pas sa largeur de vues et il se distinguait dans toutes les questions théoriques par sa réserve et par sa prévoyance. On l'arrêta, en février 1906, avec Rosa Luxembourg. Identifié, jugé, il fut condamné à 8 ans de travaux forcés. Mais en février 1907 les camarades réussirent à organiser son évasion. Cette entreprise fut menée à bien par le camarade Ganetsky : un gardien fut acheté, on procura à Tychko un costume et on l'emmena. Je me souviens qu'il vint tout droit de la prison à la rédaction, où il dut rester plusieurs jours avant d'avoir trouvé un logement plus sûr. Les affaires de la rédaction étaient déjà moins bonnes. Presque tous les rédacteurs étaient emprisonnés. Il était de plus en plus difficile de faire marcher la typographie et notre journal avait perdu son élégance. Tychko commença par s'en faire apporter une collection complète ; il la parcourut avec effroi : Que de coquilles ! J'indiquai que le correcteur devait travailler tantôt sous sa machine, tantôt dans la cave. Mais il ne fut pas convaincu : « il faut pour la correction une tête et des mains, et tant qu'on a une tête sur les épaules et un crayon dans les mains on peut travailler n'importe où ! » Et de fait Tychko pouvait travailler ainsi. Puis il se mit au travail et dans la nuit rédigea une série d'instructions qui lui parurent utiles pour améliorer nos affaires. Ayant réussi à passer la frontière sans encombre, — et je me souviens qu'un officier révolutionnaire le conduisit en voiture jusqu'à la frontière, — Tychko ne resta pas un instant inactif et prit la direction du groupe étranger qui retrouvait son ancienne importance pendant que la contre-révolution triomphait en Pologne et en Russie. Je rencontrais de nouveau Tychko à l'étranger au congrès du Parti social-démocrate russe, à Londres, pendant l'été de 1907. Nous luttions contre les mencheviks et Tychko qui, pendant toutes ces années était resté en contact avec les camarades russes était tout naturellement le guide du groupe polonais. Il était au courant de toutes les affaires russes dans leurs moindres détails et il prit la part la plus active au travail compliqué qu'il fallut faire à ce congrès où

des questions « délicates » s'embrouillaient prodigieusement. Dans ces cas il se révélait « diplomate » défendant pourtant ses positions avec ténacité et de fait sa « diplomatie » n'abandonnait jamais rien de la tactique strictement révolutionnaire. Les mencheviks et les bundistes le voyaient naturellement d'un fort mauvais œil. Il nous arrivait aussi, il est vrai, de nous quereller avec les camarades bolcheviks avec lesquels nous n'étions pas d'accord sur des questions d'organisation. Mais grâce à la retenue de Tychko, les relations entre les bolcheviks et le groupe polonais restèrent toujours satisfaisantes.

Dès 1907, Rosa Luxembourg se plongea dans les affaires allemandes. On approchait de cette période fatale pendant laquelle l'aspect extérieur du Parti fut excellent tandis qu'en réalité la gangrène le rongea profondément. La tendance radicale semblait avoir vaincu. Les Congrès adoptaient des résolutions très radicales. Mais ceux qui savaient voir voyaient que ce radicalisme était pire que tout opportunisme. L'arriérisme se développait dans le Parti, la bureaucratie atteignait des proportions excessives. On avait la lettre radicale sans esprit révolutionnaire. Il était très difficile de lutter contre cet état de choses, qui devait enfin amener à la catastrophe morale du 4 août 1914. Parmi les chefs influents, le vieux Bebel n'avait plus son ancienne intuition révolutionnaire et Karl Kautsky, n'ayant jamais été en contact avec la vie du Parti, s'enfermait toujours plus dans un dogmatisme livresque. Les hommes nouveaux dans les rangs des radicaux, les Scheidemann, les Ebert, les Haase n'avaient jamais été révolutionnaires au fond de leur âme et ne voyaient pas plus loin que le bout de leur nez ; les autres n'étaient que de vulgaires arrivistes. Rien d'étonnant à ce que dans cette atmosphère les meneurs aient réussi à représenter Rosa Luxembourg et ses partisans, qui ne cessaient de sonner le tocsin, comme des « critiques chagrins », ne troublant la paix du Parti que « par amour des disputes ». Kautsky céda enfin à cette tendance et son attitude, en 1912, amena la rupture d'une amitié datant de longues années. Cet érudit de bibliothèque eut enfin le courage de traiter Rosa Luxembourg et ses amis d'« anarchistes-syndicalistes ».

Malgré ce travail énervant, Rosa trouvait encore du temps pour des travaux scientifiques fondamentaux. On l'avait désignée pour enseigner à l'école marxiste du Parti l'économie politique et, non seulement elle se révéla un pédagogue modèle, mais encore préparant très consciencieusement ses leçons, elle écrivit un remarquable cours d'économie marxiste, qui, par malheur, n'a pas été imprimé (et il faut craindre que les bandits de Noske, qui, aux jours tragiques de janvier, ont violé le domicile de Rosa Luxembourg, aient détruit ce manuscrit, en même temps que beaucoup d'autres). A cette époque, un autre travail important de Rosa fut édité : *l'Accumulation du Capital*.

C'était aussi le moment de son activité de propagande la plus intense. Les calomnies des chefs du Parti contre Rosa Luxembourg n'eurent pas d'effet sur les masses. Dans toutes les villes, même dans le centre du révisionnisme, les ouvriers aimaient à entendre « notre Rosa » et son talent si entraînant d'orateur agissait même sur ceux que l'opportunisme avait contaminés. Je me souviens qu'un camarade (de Mannheim, je crois) racontait l'étonnant effet d'un

discours de Rosa Luxembourg : les ouvriers déclarent à leurs chefs habituels qu'ils voyaient maintenant combien ils avaient été trompés et exigeant que Rosa Luxembourg fût invitée à faire une série de conférences et de causeries-discussions sur des questions intéressant le Parti. Ces cas étaient fréquents.

En 1913, Rosa Luxembourg prononça, à Francfort-sur-Mein, un discours antimilitariste pour lequel elle fut poursuivie et condamnée à un an de prison. Mais, pendant les délais d'appel à une instance supérieure, elle prononça, à Berlin, un nouveau discours, dans lequel elle disait entre autres que dans les casernes de l'Allemagne les soldats étaient chaque jour odieusement brutalisés et brimés. Elle fut de nouveau poursuivie. La défense se chargea de prouver la véracité de ses assertions et invita des témoins à se faire connaître par les journaux du Parti. En juin 1914, quelques semaines avant la guerre mondiale, le procès s'ouvrit, plusieurs centaines de témoins de présentèrent à l'audience dès le premier jour, prêts à déposer sur les horreurs de la vie de caserne et le défenseur déclara que sa liste comptait plusieurs milliers de noms. Le gouvernement s'effraya, le procès fut remis, — et l'on n'en reparla plus.

A cette époque, le camarade Tychko travaillait dans les partis polonais et russes. On avait commencé à éditer à Varsovie un journal hebdomadaire légal, mais comme tous les écrivains du Parti devaient émigrer, la rédaction était à Berlin et Tychko, naturellement, en avait la charge. Il habitait alors à l'hôtel, à Steglitz, faubourg de Berlin, et Franz Mehring, qui connaissait à fond l'histoire de la Prusse, découvrit que cet hôtel avait été jadis le palais du général Wrangel, qui réprima la révolution de 1848. Chaque fois qu'il voyait Tychko, le vieillard affirmait que Wrangel devait se retourner dans son cercueil à la seule idée qu'un révolutionnaire comme Tychko habitait maintenant son logis. Notre rédaction siégeait dans une petite chambre de cet hôtel. Tychko y introduisait de nouveau son régime sévère taçant vertement les coupables si le travail n'était pas parfait. Le fait est qu'on ne pouvait diriger de Berlin la rédaction d'un journal de Varsovie qu'au prix d'une exactitude exemplaire et que sous ce rapport notre confrérie littéraire n'était bonne à rien. Cependant, l'énergie de Tychko faisait marcher l'affaire, bien que notre journal, régulièrement suspendu, dût continuellement changer de nom pour ressusciter ; il vécut près d'un an changeant, je crois, sept fois de nom.

Tychko dut travailler dans le Parti russe, ayant été désigné par le Parti polonais qui s'était fédéré avec les organisations russes, en qualité de membre du Comité Central. Comme il était dans son travail ponctuel jusqu'à l'exagération, croyant indispensable d'informer de tout ce qui concernait les intérêts généraux, la direction du Parti polonais, qui se réunissait périodiquement à Berlin, il dut tenir toute une série de notes et de livres, cela seul et dans les conditions les plus pénibles : il vivait avec un passeport étranger. La police pouvait à chaque instant tomber chez lui et c'est pourquoi son « bureau » était installé dans les appartements de certains camarades allemands chez qui les papiers étaient déposés, tandis que d'autres adresses d'Allemands servaient pour la correspondance. Nous fîmes un jour le calcul que Tychko avait affaire de cette façon dans une dou-

zaine d'appartements. Il ne renonçait pas à ce système pour des raisons d'ordre conspiratif ; de la sorte, les matériaux étaient si dispersés que même en découvrant un appartement la police n'y trouverait qu'une petite partie de documents dont elle ne pourrait tirer aucun avantage. Je lui demandai un jour : « Mais, qu'arrivera-t-il si vous tombez brusquement malade ? Personne ne se retrouvera dans ce travail ! ». Il me répondit simplement : « Il ne m'est pas permis d'être malade ». Le fait est que seule une capacité de travail déconcertante et une santé de fer permettaient à Tychko d'accomplir le travail énorme dont il se chargeait.

La guerre éclata. Dès le premier jour, Rosa Luxembourg commença sa propagande contre la guerre. Elle comptait grouper pour un travail commun un groupe choisi de camarades allemands. Et d'abord elle pensa qu'il était nécessaire de publier un manifeste signé au moins d'un petit nombre de noms populaires parmi les ouvriers. Tychko dit tout de suite qu'il n'en résulterait rien.

Pourtant, avec Rosa, nous tentâmes l'essai. Mais sept personnes seulement, répondant à son invitation, se réunirent chez elle pour examiner la question ; de ce nombre, il n'y avait que deux militants connus, Mehring et Lentsch. Ce dernier promit de signer, mais se déroba ensuite. Le manifeste n'eût été signé que de Rosa Luxembourg, de Clara Zetkin et de Frantz Mehring, ce qui était naturellement inadmissible ; il fallut y renoncer. Le lecteur non initié aux choses d'Allemagne se demandera peut-être : Et Liebknecht ? Malheureusement Liebknecht hésitait encore et ce n'est que quelques mois plus tard qu'il se décida à combattre la guerre.

Il fallut se résoudre à l'activité clandestine. Fort peu de camarades y étaient préparés. Le petit groupe qui se mit au travail était composé des camarades Luxembourg, Tychko, Mehring, des époux Dunker, d'Ernest Mayer, de Wilhelm Picke, de Lange et de moi. Je crois bien que c'est tout. Mathilde Jacob et la camarade Ezerskaya nous donnaient un concours technique matériel. Notre situation n'était pas brillante, nous n'avions ni argent, ni organisation de parti et, en outre, les militants allemands n'avaient aucune notion de propagande clandestine. Pourtant tout marcha. Tychko et Mayer se chargèrent d'organiser une typographie Picke, Eberlin et Lange, à l'aide de leurs relations, donnèrent le moyen de répandre les publications, mais Tychko dut bientôt assumer la direction de ces deux parties de l'entreprise. Nous pûmes ainsi éditer une série de manifestes contre la guerre. Nous décidâmes en outre de commencer à éditer un journal légal, l'*Internationale*, mais il fut supprimé dès son premier numéro.

En février 1915, la condamnation de Rosa Luxembourg fut confirmée en dernière instance ; on l'emprisonna pour un an. Elle réussit pourtant à écrire et à nous faire passer — principalement avec le concours de l'active et infiniment dévouée Mathilde Jacob — des feuilles volantes et une brochure intitulée *La Crise de la Social-Démocratie*.

Elle insistait pour que la brochure fût éditée sous son nom, mais nous savions qu'en pareil cas elle eût été menacée de travaux forcés et nous refusâmes. La brochure fut signée du pseudonyme de Julius.

Sa détention terminée, Rosa revint parmi nous. Liebknecht, maintenant, était aussi avec nous, et le travail s'était considérablement élargi. Mais, en juin 1916, Rosa Luxembourg était de nouveau emprisonnée, « par mesure administrative ». Je me trouvais alors dans un camp de concentration, mais je sais qu'alors aussi Rosa Luxembourg collaborait aux feuilles volantes qui paraissaient sous le titre de *Lettres de Spartacus* ; je sais que l'impression et la diffusion de ces feuilles furent merveilleusement organisés grâce surtout à l'invincible énergie de Ioguchés. Sa grande expérience de l'activité clandestine ne permettait pas aux autorités allemandes de l'arrêter, bien qu'il dût, par suite de l'arrestation ou de l'envoi au front de presque tous les militants éprouvés du groupe Spartacus, travailler dans un cercle assez large et visiter des réunions nombreuses. La police savait seulement qu'un mystérieux étranger était à la tête du groupe. On réussit pourtant à l'arrêter au printemps de 1918. Les efforts du camarade Ioffe, pour obtenir sa libération, n'eurent pas de succès. Ioguchés étant considéré comme citoyen suisse (de fait, il avait, en 1896, acquis, dans l'un des cantons, les droits de citoyen et avait récemment vécu à Berlin avec son véritable passeport suisse).

Je ne devais plus rencontrer Rosa Luxembourg. J'arrivai de Moscou à Berlin, trois jours après la catastrophe. Mais les récits de combattants de la bataille révolutionnaire m'ont confirmé ce dont je n'ai pas douté : avec Karl Liebknecht, elle a été le guide intellectuel du mouvement spartakiste, et Ioguchés n'a pas cessé d'être son compagnon inséparable. Je le trouvai, lui, au travail. Il avait été arrêté pendant l'insurrection de janvier, mais il avait réussi à recouvrer la liberté et s'était aussitôt remis au travail. Il fallait concentrer les forces dispersées, reformer le Comité Central des Communistes-Spartakistes, reconstituer l'organisation.

Ioguchés fut à la hauteur de sa tâche. Grâce à son énergie, le travail du Parti recommença aussitôt après la catastrophe. Son mauvais destin l'atteignit en mars : arrêté pendant l'insurrection communiste, il fut lâchement assassiné en prison.

Je ne puis, à l'heure actuelle, donner un aperçu de l'activité scientifique et politique de Rosa Luxembourg. Il faudrait, pour cela, tout un travail historique et critique, d'autant plus grand que son activité féconda le mouvement révolutionnaire polonais et allemand pendant une période assez longue, et se fit sentir en outre dans le mouvement international, les principaux efforts de notre inoubliable camarade ayant été consacrés depuis 1887 à la lutte contre l'opportunisme considéré comme un fait international.

Mais je prends la liberté d'attirer l'attention du lecteur sur ce que, dans son dernier travail théorique et tactique, — sa brochure sur la crise de la social-démocratie, — notre inoubliable camarade nous a laissés de précieuses indications pour le travail futur. Je veux parler des « thèses » énoncées nettement, nettement, l'inéluclabilité de la chute et à la fin de cette brochure et concernant l'Internationale. Cette brochure, comme je l'ai indiqué, a été écrite en 1916 en prison. Connaissant à fond la

2^e Internationale, Rosa Luxembourg y prédit clairement, nettement, l'inéluclabilité de sa chute et montre la nécessité de recréer l'Internationale sur de nouvelles bases. Bien des choses ont changé depuis : La Révolution et la dictature du prolétariat en Russie, puis en Hongrie, ont créé une nouvelle situation. Mais, dans son ensemble, la pensée de la camarade Luxembourg reste exacte. Plus précisément, elle se pose cette question : Que doit être la nouvelle Internationale ? Et elle y répond.

« La lutte des classes contre les classes gouvernantes dans les Etats bourgeois et la solidarité des prolétaires de tous les pays sont deux principes que les ouvriers ne peuvent séparer dans leur lutte universelle pour l'émancipation. Pas de socialisme sans solidarité internationale du prolétariat, pas de socialisme sans luttes des classes. Le prolétariat socialiste ne peut renoncer, ni en temps de paix ni en temps de guerre ni à la lutte des classes ni à la solidarité internationale, sans attenter à sa propre existence.

« Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat est dans l'Internationale. L'Internationale définit en temps de paix ou en temps de guerre les tactiques des sections nationales, dans les questions du militarisme, de la politique commerciale, des traités de commerce, du 1^{er} Mai et de l'action commune en cas de guerre. L'obligation d'exécuter les décisions internationales prime tous les autres devoirs des organisations. Les sections nationales qui ne se soumettent pas à ces décisions s'excluent de l'Internationale. »

Nous sommes encore loin de l'organisation d'une telle Internationale. Mais, travaillant dans ce sens, nous accomplissons les dernières volontés de l'inoubliable martyr de notre cause.

I. MARCHLEVSKY (KARSKY).

TERRORISME ET COMMUNISME

Le livre magistral de Léon Trotsky, *Terrorisme et Communisme*, réfutation irréfutable des critiques anti-bolchevistes du renégat Kautsky, vient de paraître.

Édité soigneusement par la *Bibliothèque Communiste*, vendu au plus juste prix (7 francs), cet ouvrage est appelé à un très grand retentissement.

Il n'est pas un communiste qui se respecte qui puisse négliger de lire cette œuvre capitale. Ceux qui n'auraient pas les moyens de se le procurer (et bien peu nombreux sont ceux qui ne peuvent dépenser 7 francs à si bon escient) doivent le faire acheter par la bibliothèque de leur section, de leur syndicat, de leur Bourse du Travail.

Commandez sans tarder votre exemplaire de *Terrorisme et Communisme*, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris (Envoi franco, 7 fr. 50).

Le Conseil d'Action

« Le conseil d'action qui existait à Londres pendant plusieurs jours de l'été dernier était sans doute le précurseur des conseils anglais de délégués ouvriers ». — ZINOVIEV.

Pendant l'été de 1917, au moment où la première révolution russe enflammait les esprits, un Congrès de certaines organisations socialistes et ouvrières eut lieu à Leeds. Ce Congrès nomma un comité dont la tâche était celle de former des conseils de soldats et d'ouvriers, selon le modèle russe. On était en pleine guerre. Le mouvement inauguré à Leeds ne recevait jamais un vrai soutien de la part de la classe ouvrière. Les idées de ceux qui l'avaient lancé étaient trop vagues, trop embrouillées ; leurs buts trop variés. Quelques mois après le Congrès, certains de ces hommes se montraient déjà hostiles à l'idée des soviets. Cette tentative prématurée échoua ignominieusement avant la fin de l'année — échoua au moment même où le mouvement russe atteignait l'étape de la révolution prolétarienne. La cause de cet échec est très apparente. Les chefs ne connaissaient ni la classe ouvrière, ni les principes du mouvement qu'ils voulaient lancer. Aussi il n'y avait pas de crise révolutionnaire en Angleterre. Si le comité de Leeds avait été vraiment sérieux, son activité aurait pu aboutir à un « putsch » — un « putsch » seulement ; ce comité n'aurait jamais pu guider une révolution.

Une tentative beaucoup plus sérieuse, une tentative en vue de coordonner les forces économiques ouvrières, date d'avant-guerre. La formation de la Triple Alliance (mineurs, cheminots, transports) fut proposée au Congrès des mineurs en 1913. L'événement de la guerre empêcha pour un temps sa réalisation. En décembre 1915 ce projet fut enfin voté. Cette alliance affectait 800.000 mineurs, 250.000 ouvriers des transports et 350.000 cheminots. Les trois organisations restaient autonomes, mais se tenaient prêtes à entreprendre une action commune. C'était le premier pas vers une fédération générale de syndicats ouvriers. Dans la suite, cependant, cette alliance a été loin de faire un travail efficace. Si elle avait été une véritable organisation de combat, elle aurait lutté de toutes ses forces pour les cheminots pendant la grève des chemins de fer en 1919. (Et certains chefs des cheminots redoutaient fort une action de ce genre !) Des intrigues souterraines empêchèrent que la grève ne devint générale. A la fin, les cheminots faisaient aboutir quelques-unes de leurs revendications, mais le gouvernement remporta la vraie victoire. C'est surtout depuis cette grève que, dans les milieux les plus à gauche des travailleurs, on reprocha à la Triple Alliance de ne plus représenter les vrais intérêts des organisations ouvrières. Un Congrès spécial des syndicats, tenu en décembre 1919, vota la formation d'un conseil général d'action économique, qui devait entrer en rapports avec la *Labour Party* et l'Union des Coopératives. On nomma une commission pour développer l'organisation

de ce conseil. La Commission présenta le plan suivant : un conseil composé de trente membres, représentant dix-sept groupes de travailleurs organisés. Ses devoirs : à s'occuper des questions de salaires et de durée du travail ; à intervenir en tout débat ou différend entre les syndicats et les patrons ou entre les syndicats et le gouvernement ; à venir à l'aide d'un syndicat attaqué sur une question de principe. Ce plan fut approuvé par le congrès syndical tenu en septembre dernier. On a formé ce comité central ; il est connu surtout sous le nom de l'Etat-Major du Travail. Mais on ne peut pas estimer encore si l'action de ce conseil sera plus efficace que celle de son prédécesseur. Le comité parlementaire du Congrès syndical. Il est douteux que ce conseil puisse représenter la volonté révolutionnaire des travailleurs — dans la mesure où cette volonté existe déjà — parce qu'il résulte d'un mouvement des chefs, et parmi ceux qui vont dominer ce comité il en est peu qui soient animés d'un esprit révolutionnaire.

Le conseil d'action fut créé par la pression venue d'en bas et par une situation révolutionnaire. Grâce à la propagande des tendances révolutionnaires, propagande engagée depuis l'armistice de 1918 la classe ouvrière fut éveillée à une compréhension de l'importance de la révolution prolétarienne russe et des efforts des alliés pour l'écraser. C'était cette découverte qui décida la classe ouvrière à agir et à agir non seulement pour venir à l'aide de la Russie des soviets, mais aussi pour empêcher que l'Angleterre s'engage dans une nouvelle guerre. Le 9 août eut lieu à Londres une réunion du Congrès des *trade-unions* et du *Labour Party*. Cette réunion avertit le gouvernement que toutes les forces économiques du travail seraient employées à combattre toute tentative d'engager l'Angleterre dans une guerre pour soutenir la Pologne ou contre la Russie des soviets. C'était au moment où les représentants des gouvernements alliés se réunissaient à Lympe sur la côte de Kent et où sans aucun doute, ils étaient en train de préparer une action commune contre la Russie des soviets. Le 13 août, date où le second Congrès — appelé par le conseil d'action — se réunissait à Westminster, le gouvernement anglais avait déjà renoncé à une participation active dans la guerre. Le Congrès vota que le conseil d'action continue à exister jusqu'à ce qu'il eût obtenu des garanties : 1° Qu'aucune action militaire ne serait entreprise contre le gouvernement des soviets ; 2° qu'on reconnaîtrait le gouvernement des soviets ; 3° qu'on reprendrait des relations commerciales avec la Russie. Ces garanties, le Conseil d'action ne les a pas encore obtenues et il n'a pas déclenché la grève générale pour soutenir sa politique. Mais comme on peut le voir par les paroles de Zinoviev citées en tête de cet article, nos camarades Russes se rendent compte du fait qu'à un moment critique notre Conseil d'action fonctionna effectivement. Il se peut que bientôt ce Conseil soit

forcé à démontrer qu'il ne mérite pas le nom de « conseil d'inaction » — nom que certains de nos rouges lui ont donné.

L'ouvrier anglais est maintenant obsédé par deux problèmes : celui de l'Irlande d'abord, mais c'est l'autre — celui du chômage qui s'augmente tous les jours — qui les touche de très près.

Il est tout à fait possible que la question du chômage, résultat inévitable de la politique alliée depuis l'armistice, précipite une crise révolutionnaire avant que la banqueroute occasionnée par la mauvaise politique financière du gouvernement amène la débâcle du système capitaliste.

S'il en est ainsi, le *Conseil général d'action* et les conseils locaux seront forcés, peut-être, à jouer le rôle de conseils révolutionnaires d'ouvriers, et à coordonner les forces du travail pendant la crise révolutionnaire.

En ce qui concerne le mouvement en Angleterre, les camarades à l'étranger sont priés d'observer étroitement : 1° l'augmentation du chômage ; 2° les divers mouvements spontanés parmi les chômeurs ; 3° les tentatives du gouvernement et des municipalités pour résoudre le problème ; et peut-être, l'intervention des Conseils d'action.

EDEN et CEDAR PAUL.

La Vie Economique en Russie

Les Concessions Forestières

Le Comité Central des Forêts a commencé l'étude de concessions forestières en Sibérie et dans le Nord de la Russie d'Europe.

En Sibérie Orientale on a en vue l'immense surface qui s'étend entre les embouchures de l'Ob et de l'Ienisséi, particulièrement favorable en ce que l'exportation peut être organisée par l'océan Glacial. Dans cette région 74.300.000 hectares de bois sont disponibles dans les provinces de Tioumen, Omsk, Tomsk et de l'Ienisséi. Sur ce chiffre 18 millions 600.000 hectares sont compris dans une zone de 30 verstes le long des voies navigables et sont par suite d'une exploitation particulièrement facile. La surface forestière qui doit constituer les concessions s'élève dans cette région à 8.700.000 hectares. Elle doit donner chaque année plus de quatre millions de poutres, environ 8.500.000 mètres cubes de bois à cellulose et 4 millions de mètres cubes de bois de travail.

On compte accorder les concessions aux conditions suivantes :

1. — Le concessionnaire a le droit de choisir lui-même les lots sur lesquels il installera son exploitation ;

2. — L'importance des coupes, pour chaque année et pour la durée totale de la concession est déterminée par un plan d'exploitation approuvé par le Gouvernement Russe.

3. — Le concessionnaire a le droit de tirer de son lot tous bénéfices accessoires, pêche, chasse, industries agricoles, etc...

4. — L'importance et le caractère des constructions, usines et installations pour le travail du bois sont déterminés par le plan d'exploitation ;

5. — Le concessionnaire a le droit de construire les voies de communication nécessaires pour desservir son lot, il peut avoir sa flotte à lui et utiliser toutes les sources naturelles d'énergie se trouvant sur son territoire (tourbières, houille blanche).

Dans les conditions de la concession peut également être incluse l'exploitation des richesses minières qui se trouvent en grande quantité dans la région considérée.

En ce qui concerne les concessions forestières du Nord de la Russie d'Europe, les massifs à exploiter ont été déterminés d'après les considérations suivantes :

1. — Les massifs ne doivent pas dépasser au sud le 60° degré de latitude nord ;

2. — Les surfaces concédées doivent constituer des unités économiques assez étendues en considération du rendement des forêts du Nord ;

3. — Ces étendues doivent pouvoir se prêter à la fois à l'exploitation forestière et à la colonisation ;

4. — Des intervalles suffisants seront laissés entre les concessions pour être exploités directement par l'Etat Russe ;

5. — Les forêts qui servent déjà à l'approvisionnement en matières des usines du Nord ne seront pas concédées.

Pour le moment on prévoit dans les provinces d'Arkhangelsk, de la Dvina, de Vologda, Olonetz, Perm et Viatka 14 concessions forestières d'une surface totale de 18.711.000 hectares. La surface de chaque concession varie entre 480.000 (dans la région de la Soukhona) et 2.530.000 hectares (entre les rivières Ijma et Vytchegda). La délégation de commerce russe à Londres a reçu pour ces concessions du Nord six propositions de maisons étrangères, avec certaines desquelles des contrats préliminaires sont déjà conclus. La surface totale demandée par ces Maisons se monte à 3.610.000 hectares.

Un représentant de la Compagnie Anglaise Mac Dugal pour l'industrie du Bois vient d'arriver en Russie pour terminer les pourparlers engagés au sujet des concessions forestières.

Cette Société est une des plus importantes d'Angleterre et du Canada. Elle a conclu avec notre délégation de commerce à Londres un contrat préliminaire concernant une concession forestière dans le Nord de la Russie. Elle s'est engagée à construire sur son lot plusieurs usines et autres installations pour le travail du bois.

Les Exportations de Bois

Au début de cette année, lorsque s'engagèrent les pourparlers commerciaux avec l'étranger, le Comité Central des Forêts prit l'initiative de convoquer une commission d'exportation, dans laquelle entrèrent les représentants du Commissariat du Commerce Extérieur et des autres Services intéressés. Cette Commission reçut la charge de constituer un fonds de bois pour l'exportation. Elle dut d'abord faire l'inventaire de tout le matériel correspondant existant dans le pays et mettre ce

matériel en état d'être transporté. Plus de 300.000 standards ont été ainsi enregistrés, dont 105.000 se trouvent dans la région de Pétrograd, environ 150.000 dans celle d'Arkhangelsk et le reste dans d'autres régions plus éloignées des ports.

En outre, vu le rôle considérable destiné aux exportations de bois et dont témoignent les contrats conclus par notre délégation à Londres, il fallait prendre des mesures énergiques pour hâter la constitution d'un stock permanent d'exportation. A cet effet fut créée une direction spéciale des exportations auprès du Comité Central des Forêts avec mission non seulement de diriger, mais encore d'exécuter les travaux réclamés par la constitution de ce stock.

Le total des coupes à destination de l'étranger s'élève cette année à 7 millions de stères, dont 6 millions de planches, 300.000 de bois dégrossi ou poteaux télégraphiques et le reste en matériel divers. La plus grosse partie (66 %) doit être fournie par les cinq provinces septentrionales d'Arkhangelsk, de la Dvina, de Vologda, Tcherepovetz et Pétrograd.

IVAN.

Comité de la 3^e Internationale

COMMISSION EXECUTIVE

Les réunions de la Commission Exécutive auront lieu à l'avenir tous les mardis, à 18 heures, 9, rue de Bretagne.

A nos Lecteurs

Depuis le 15 janvier, les bureaux du *Bulletin Communiste* et de la *Bibliothèque Communiste* sont installés 123, rue Montmartre, et c'est à cette adresse que nos amis devront nous écrire et venir nous voir.

IL FAUT LIRE :

- LE BULLETIN COMMUNISTE** (hebdomadaire, 50 centimes), Paris, 123, rue Montmartre.
- LA REVUE COMMUNISTE** (mensuelle, 3 francs), Paris, 12, rue Grange-Batelière.
- LA VIE OUVRIERE** (hebdomadaire, 25 centimes), Paris, 114, rue Pelleport.
- LA VOIX PAYSANNE** (hebdomadaire), Paris, 142, rue Montmartre.
- CLARTE** (bi-mensuel, 25 centimes), Paris, boulevard Saint-Martin.
- L'AVANT-GARDE** (hebdomadaire, 20 centimes), Paris, 123, rue Montmartre.
- LE PHARE** (mensuel, 1 fr. 50), La Chaux-de-Fonds, 27, rue P.-H.-Mathey.
- LA NOUVELLE INTERNATIONALE** (hebdomadaire, Genève, case Postale, Eaux-Vives.
- L'OUVRIER COMMUNISTE** (bi-mensuel, 25 centimes), Bruxelles, 3, rue Steenpoort.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4 »
« <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	2 75
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbuse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	3 »

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, Paris

Le Gérant : R. APERON



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangron)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)